

Avec des disparités et un investissement en deçà des attentes, l'industrie résiste mais plafonne

Dans l'industrie et les services marchands, l'activité résiste mais plafonne en 2014. L'investissement, en deçà des attentes, s'essouffle. L'état d'esprit pour 2015 évolue cependant et les chefs d'entreprise envisagent un passage à l'offensive sur le chemin de l'investissement, soutenu par la demande étrangère. De même, si l'apathie des marchés a pesé sur les échanges dans le commerce de gros en 2014, une reconquête des marchés extérieurs en 2015 pourrait accompagner un retour à la croissance du chiffre d'affaires. En revanche, le BTP vient de traverser une année 2014 difficile et des perspectives encore moroses sont anticipées. Les performances sont à nouveau revues à la baisse avec son corollaire de réductions d'emplois, y compris permanents, qui pourraient s'intensifier.

Pôle études économiques, Direction des affaires régionales Banque de France

Consolidation progressive de l'activité industrielle

Dans l'industrie, la variation du chiffre d'affaires 2014 en euros courants par rapport à 2013 est de l'ordre de 0,1 %, soutenue par le rythme des livraisons dans l'aéronautique et les grandes entreprises du secteur pharmaceutique (*figure 1*). Les disparités entre entreprises demeurent importantes et globalement la sous-utilisation des capacités de production bride la mise en place du cycle vertueux : investissement, exportation, embauche.

Les exportations industrielles directes en Zone Euro ont soutenu l'activité. L'emploi stagne et l'optimisation des ressources humaines se traduit par une nouvelle contraction de l'intérim. Pourtant, près de 43 % des professionnels interrogés déclarent maintenir leur rentabilité d'une année sur l'autre et 35 % la voient progresser.

Contrairement aux prévisions, les investissements s'essouffent entre 2013 et 2014. Les réductions dans les dépenses d'installations productives interrogent sur la capacité des ateliers à suivre l'évolution technologique et à préserver leur compétitivité, à moins que les prévisions de dépenses d'équipements pour 2015 ne se confirment chez les plus grosses PME de la région (50 à 500 salariés).

En effet, fin 2014 et tout début 2015, pointe un frémissement de la demande. L'orientation des prévisions formulées par les industriels début mars 2015 confirme, par ailleurs, un regain de confiance.

Manque de dynamisme des prestations de services

En 2014, le chiffre d'affaires est stable par rapport à 2013 dans les services marchands (*figure 2*). L'emploi est préservé tant au niveau du personnel permanent que des intérimaires. Les investissements, déjà en repli en 2013, font à nouveau l'objet de reports.

Pour l'ensemble des entreprises interrogées, le solde d'opinions exprime une légère amélioration de la rentabilité en 2014, comme dans l'industrie.

Dans les activités informatiques et systèmes d'information ainsi que le transport routier, les chefs d'entreprises reconnaissent majoritairement une amélioration de leurs résultats, les transporteurs bénéficiant de la baisse du prix du carburant. La diminution des marges prévaut dans l'hébergement touristique, et elle s'est accentuée par rapport à 2013.

Un léger frémissement du volume d'affaires est attendu en 2015.

Année 2014 et perspectives difficiles pour le bâtiment-travaux publics

C'est l'atonie générale dans le bâtiment et les travaux publics en 2014. Si le gros œuvre parvient difficilement à se maintenir, le second œuvre perd plus de 2 % de son chiffre d'affaires (*figure 3*). Dans les travaux publics, les affaires marquent le pas (-3,9 %) en lien avec la baisse des appels d'offres en provenance des marchés publics. Cette diminution n'est pas compensée par la demande privée.

Dans un contexte peu porteur qui avive la concurrence, y compris de la part de pays limitrophes, les prix des devis sont âprement discutés et les marges se réduisent. Moins d'un quart des chefs d'entreprises interrogés ont vu leur rentabilité progresser en 2014.

Fléchissement du négoce en 2014 mais rétablissement prévu pour 2015

L'activité du commerce de gros s'est contractée en 2014 (-6 %), sur l'ensemble des segments. Cette dégradation concerne le marché intérieur mais plus particulièrement l'export (-17 %).

Cependant, les professionnels envisagent l'avenir avec plus de confiance : plus de la moitié annoncent une stabilité de leur rentabilité en 2015 et près de 30 % s'attendent à une amélioration.

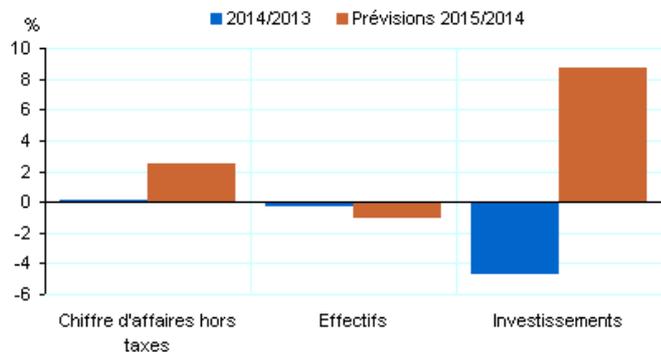
Croissance du financement des entreprises en 2014

Le rythme de croissance des crédits accordés aux entreprises demeure plus élevé en Aquitaine (+3,7 %) qu'en France (+2,6 %), mais l'avantage comparatif se réduit (*figure 4*). Si les crédits d'investissements progressent régulièrement (*figure 5*), le financement court terme plafonne et marque le pas sur le dernier trimestre. Les encours de crédits aux ménages poursuivent leur croissance, liée à l'attractivité du territoire et à la baisse des taux (*figure 6*). En revanche, les crédits à la consommation évoluent plus lentement, à un rythme identique en Aquitaine et au niveau national. ■

Pour en savoir plus

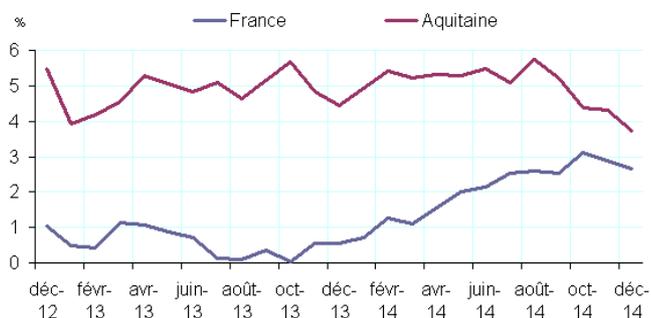
- Site de la Banque de France : www.banque-france.fr → Rubrique Économie et Statistiques / Conjoncture et croissance / Publications régionales / Aquitaine

1 Variations brutes dans l'industrie aquitaine et prévisions



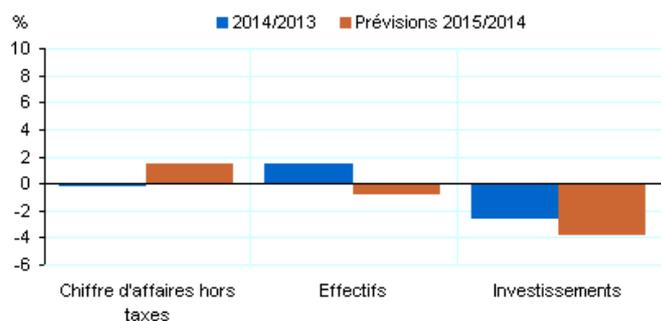
Source : Banque de France

4 Taux de variation, en glissement annuel, des encours de crédits mobilisés



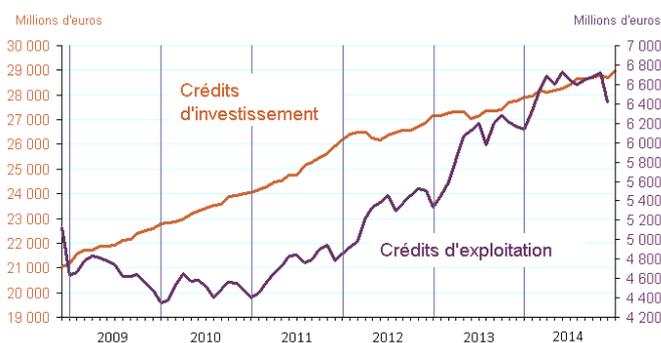
Source : Banque de France

2 Variations brutes dans les services marchands aquitains et prévisions



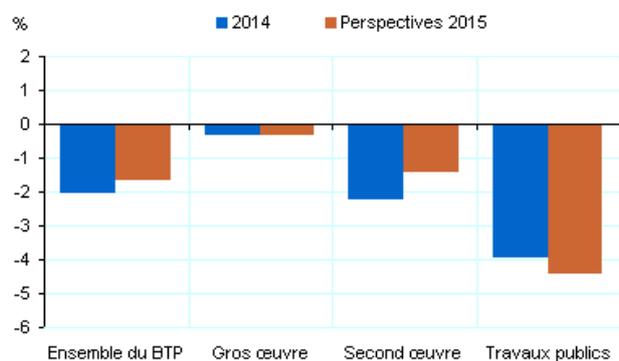
Source : Banque de France

5 Crédits d'investissement et d'exploitation aux entreprises en Aquitaine



Source : Banque de France

3 Évolution du chiffre d'affaires hors taxes du BTP aquitain en 2014 et perspectives en 2015



Source : Banque de France

6 Crédits à l'habitat et crédits à la consommation distribués aux ménages par les agences aquitaines



Source : Banque de France